

Les Etats-Unis sont devenus aujourd'hui les principaux fournisseurs de l'Italie. Leur part dans les importations italiennes passe de 11 % avant la guerre à 58 %. Le blé et le charbon, sans lesquels la famine et le chômage auraient couvert tout le pays, ont été livrés par les Etats-Unis. En même temps, l'Amérique fournit à l'Italie tous les moyens de paiement pour acheter ces importations. Quand l'U.N.R.R.A. arrêta son activité, 40 % de ses livraisons, soit 10 millions de tonnes de marchandises pour une valeur de 550 millions de dollars, étaient parvenus à l'Italie, quatre fois plus qu'à n'importe quel autre pays. Le nouveau crédit supplémentaire pour l'activité de secours aux pays touchés par la guerre, d'un montant de 125 millions de dollars, sera exclusivement destiné à l'Italie. Des marchandises dites « surplus américains » (stocks laissés en Europe par l'armée américaine) furent cédées à l'Italie, d'abord une première tranche ayant une valeur de 565 millions de dollars — pour laquelle l'Italie eut à payer seulement 160 millions, échelonnés sur une longue période de temps — ensuite une seconde tranche, d'une valeur de 184 millions de dollars — pour laquelle les Américains demandèrent seulement 18 millions. En outre, 50 liberty ships furent cédés à vil prix à l'Italie, ce qui lui permit de doubler le tonnage de sa flotte marchande, lourdement décimée par la guerre. Deux crédits successifs furent accordés par l'Import-Export-Bank, un premier de 22 millions de dollars, un second de 100 millions. Des dons d'assistance privée fournirent à l'Italie plus de 130 millions de dollars. Les dépenses des soldats alliés en Italie furent remboursées; les avoirs italiens à l'étranger débloqués. Au total, l'aide américaine représente jusqu'ici au moins un milliard et demi de dollars, soit, au taux réel de change, plus de 1.000 milliards de livres, c'est-à-dire plus que tout le budget annuel de l'Etat italien!

En échange de cette aide, la pénétration financière américaine arrondit le tableau de la conquête inexpugnable du marché italien pour les marchandises yankees. Alors qu'en 1945 encore, le capital américain ne possédait qu'à peine 1 % du total du capital des sociétés italiennes par actions, la fondation de sociétés italo-américaines ou de branches italiennes de trusts et de banques américains se poursuit maintenant à un rythme accéléré. Citons uniquement dans la première catégorie: la *Standard Oil* a acquis des participations importantes dans la société italienne de pétrole AGIP; la *General Motors* prépare sa participation à l'*Isotta Fraschini*; l'entreprise milanaise d'ascenseurs, *Officine Meccaniche Stirling*, et la *Otis Elevator Cie* de New-York ont fondé ensemble une *Siigler-Otis Società Anonima*; une entreprise italo-américaine s'est créée pour l'exploitation des forces hydrauliques de la vallée d'Aoste;

une autre société italo-américaine se propose de construire les conduites de gaz méthane dans la plaine du Pô; le trust « Dupont de Nemours » a établi des contacts intimes avec le trust italien Montecatini (6). Et toutes ces informations sont encore forcement restreintes, la réalité devant être sans doute bien plus nette encore...

Sur le plan politique, toute la bourgeoisie italienne est maintenant orientée vers Washington, et les mouvements de la plupart des partis, la plupart des déclarations gouvernementales, sans parler des crises ministérielles elles-mêmes (7), sont l'expression de l'obéissance des capitalistes italiens à des remarques fortuites et laconiques, proférées sous forme de « conseils », par tel ou tel banquier ou politicien américain. Les événements décisifs de l'évolution politique de ces derniers mois, la scission du parti socialiste, l'exclusion des stalinien et des nennistes du gouvernement et l'orientation de la bourgeoisie vers un gouvernement de coalition De Gasperi-Saragat, semblent directement dictés par les ordres des grands « boss » de la politique italienne qui se trouvent à Wall Street.

Enfin, sur le plan stratégique, il est de notoriété publique qu'on discute actuellement la cession à la marine de guerre américaine de la base maritime de Livourne. L'impérialisme américain est décidé à n'évacuer l'Italie que pour la forme: des techniciens, des instructeurs, des spécialistes de toutes les armes y resteront pour synchroniser le développement des secteurs essentiels de l'armée italienne avec celui des Etats-Unis et pour « garder », avec l'Italie, en même temps que la Grèce et la Turquie, ces atouts essentiels dans le jeu de poker américain: les porte-avions idéaux dans la Méditerranée. Si la bourgeoisie italienne se cramponne actuellement à la protection américaine, ce n'est pas seulement parce que c'est là sa seule possibilité de salut devant la menace de crise sociale et la menace d'effondrement économique; encore faut-il se rendre compte clairement que l'impérialisme yankee ne lui laisse pas d'autre choix que celui du rôle d'un complice de second ordre ou celui d'un ennemi impuissant et bâilloné. Il n'est pas difficile de comprendre que la bourgeoisie italienne ait choisi, dans ces conditions, le premier rôle...

(6) Ces données proviennent de la presse suisse (surtout d'un article intéressant de la *Nazionale Zeitung* de Bâle du 24/3/1947), ainsi que d'une collection du journal américain publié à Rome.

(7) La dernière crise ministérielle de mai fut d'ailleurs annoncée prématurément dès le retour de Gasperi de son voyage aux Etats-Unis.

II. — UNE REPUBLIQUE DE MONARCHISTES

Les origines du « gouvernement noir »

DEUX années séparent seulement la constitution du gouvernement Parri, au lendemain de la « libération » du Nord, et celle du gouvernement De Gasperi, dit « gouvernement noir », au printemps de 1947. Durant ces deux années, la vie politique italienne a connu une évolution à droite constante et progressive, dont les étapes peuvent être facilement retracées.

Quand des milliers de partisans veillaient, l'arme au pied, devant les usines occupées par les travailleurs, la bourgeoisie italienne se tourna vers les leaders des partis traditionnels du prolétariat comme seuls serviteurs aptes à maintenir l'ordre et la tranquillité. En échange des maigres concessions démocratiques, la bourgeoisie obtint ainsi de Nenni et de Togliatti un maximum de « paix sociale », le désarmement des partisans, la restauration du contrôle et de la propriété capitalistes sur la grande industrie, puis le blocage des salaires. Grâce à ces mesures, d'après la logique même de la lutte de classes, la bourgeoisie reprit confiance et passa à l'offensive à mesure que le prolétariat fut paralysé et désorienté par sa direction capitularde. Six mois après que Nenni et Togliatti eurent sauvé le Capital, celui-ci passa déjà à l'attaque contre eux, quand une crise ministérielle éclata au sujet de la loi sur l'épuration. La bourgeoisie se sentit ensuite assez puissante pour tenter une première épreuve de force dans la question de la monarchie. Cette épreuve de force rata de peu. Aussi bien en Belgique (question royale) qu'en France (question constitutionnelle) et qu'en Italie (referendum de la monarchie), l'échec de la première attaque ouverte de la bourgeoisie, loin d'amener les leaders des partis traditionnels à une position plus radicale, accentua chez eux les velléités de capitulation et l'esprit de panique. Ayant correctement compris que le moment n'était pas encore venu pour une attaque frontale, la bourgeoisie changea de tactique, exploita habilement le mécontentement général de la population par suite de la faillite des différentes formes de tripartisme, et essaya de ramener par derrière au pouvoir les mêmes forces qu'elle n'avait pas pu imposer dans une bataille ouverte. En Belgique, le P.S.C., parti du roi, est d'ores et déjà au gouvernement; en France, le R.P.F., gaulliste, s'efforce d'obtenir les succès électoraux et parlementaires qu'il ne peut pas encore obtenir par la guerre civile; et en Italie, moins d'une année après la défaite de la monarchie, le régime de Gasperi trouve son soutien le plus sûr dans les forces monarchiques du pays. Ainsi, sous des étiquettes et des formules dif-

férentes, l'alignement des classes se précise de plus en plus.

La crise de la *petite-bourgeoisie radicale* a été un des facteurs directs qui se trouvent à la base de la constitution du gouvernement actuel et de toute l'évolution politique depuis deux ans. Il est plus que symbolique que le parti d'action, parti petit-bourgeois radical issu de la Résistance, dont le dirigeant, le professeur Parri, présida le premier cabinet italien après la fin des hostilités, se trouve maintenant en pleine dissolution et que le même Parri, vieux leader républicain, est en passe d'évoluer vers le parti libéral, monarchiste! La *petite-bourgeoisie radicale* se réfugia, après l'explosion ouvrière de la « libération » dans le parti socialiste et dans une foule de petits partis. Elle fit « son » expérience de « direction » du pays suivant des normes « au-dessus de la lutte de classes ». Cette expérience a fait lamentablement faillite. Ce qui se cache derrière la scission de Saragat (8), derrière les scissions qui se préparent dans le parti d'action, c'est en fait un *réalignement* de la *petite-bourgeoisie* dans un des deux grands camps qui s'opposent, celui de la bourgeoisie et celui du prolétariat. Pour la droite réformiste, la scission du P.S.I. U.P. et la constitution du P.S.L.I. ne sont que des étapes intermédiaires vers la constitution d'un parti « travailliste » ou « démocratique » avec des parties ou l'ensemble des démocrates ou des républicains. Pour la droite du « parti d'action », ce parti lui-même n'est qu'un couloir de passage vers un parti bourgeois traditionnel. Tout laisse espérer qu'en même temps les meilleurs éléments de la *gauche* de ces partis, réellement dévoués à leur classe et réellement animés d'une conscience révolutionnaire, sauront éliminer l'obstacle des formations intermédiaires, s'affranchir de la direction traître des grandes organisations traditionnelles ouvrières, et trouver ainsi la voie de leur *réalignement*, celui du parti révolutionnaire du prolétariat italien.

(8) Le P.S.I.U.P. (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne) est le parti socialiste unifié tel qu'il était jusqu'en février de cette année. La scission qui eut lieu alors conduisit à la constitution d'un nouveau parti, le P.S.L.I. (Parti socialiste des travailleurs italiens), composé de l'extrême droite (tendance « Critica sociale », Saragat, d'Aragona, etc.) et de la gauche du P. S. I. U. P. (tendance centriste « Iniziativa socialista », Jeunesses socialistes),